

Vol. 28 n°45 Edmonton, semaine du 9 au 15 décembre 1994 12 pages 60¢

Nouvelle chronique Théâtre jeunesse

À lire à la page 9

L'alphabétisation familiale, un moyen de s'en sortir

À lire à la page 6

Un programme de francisation qui fait ses preuves

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — Les enfants nés de familles exogames composent une partie de plus en plus importante de la clientèle des écoles françaises. Il arrive fréquemment que les jeunes soient catapultés dans le système sans toutefois comprendre un mot de la langue d'enseignement. Prenant conscience de cette réalité de l'enseignement en milieu minoritaire, les éducateurs ont réalisé l'importance de la francisation et des classes d'accueil au niveau préscolaire.

Janine Tougas, éducatrice et comédienne du Manitoba, a été invitée au colloque «Rencontre des partenaires en éducation» organisé par la FPFA. Elle y a présenté un projet pilote pour aider les tout-petits et leurs parents à mieux s'intégrer dans le système scolaire francophone.

Créé il y a plus d'un an au Manitoba, le projet vise d'abord un développement total de l'enfant tout en lui permettant d'acquérir la langue. Pour ce faire, les éducatrices motiveront l'enfant en lui donnant l'occasion de développer ses talents et ses intérêts naturels, comme, par exemple, la musique ou le dessin.

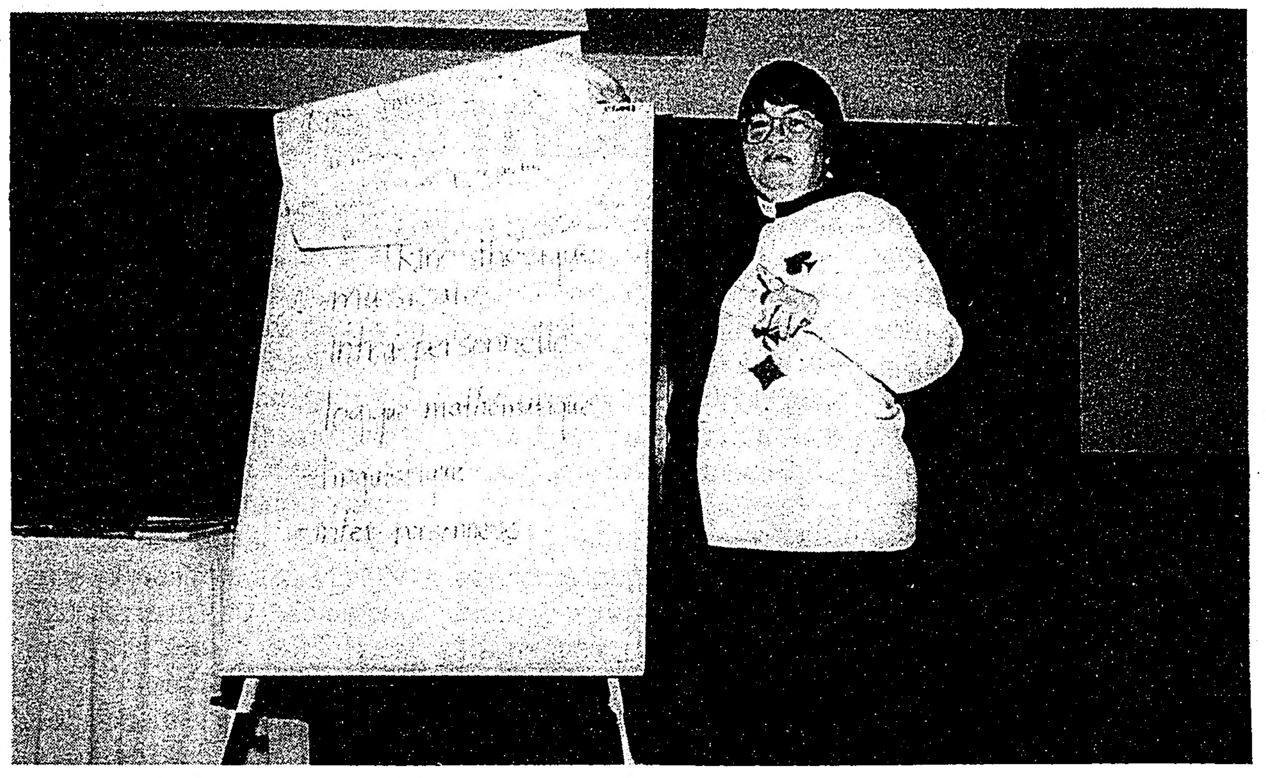


Photo: Carole Thibeault

Janine Tougas explique les objectifs du programme de francisation.

De plus, le programme prévoit la lecture de contes dont les héros sont Paul et Suzanne. Les petites histoires portent sur un thème précis, par exemple la salle de bain, et intègrent des éléments de vocabulaire portant sur les vêtements, les parties du corps, les émotions, les aliments, etc. «Souvent, Paul et Suzanne sont les deux premiers amis francophones que l'enfant a», fait remarquer Mme Tougas.

Les parents sont également invités à participer à des rencontres où ils discutent de leur situation de couple exogame. Selon la conférencière, il est important que les parents incitent leur enfant à parler français. «C'est sûr que c'est mieux si les deux parents parlent français, mais ce n'est pas un critère.» Faire savoir à son enfant, par exemple, qu'on serait fier s'il répondait en français lorsque le parent francophone lui adresse la parole, le motive et l'encourage beaucoup.

Enfin, Janine Tougas affirme que le programme affiche un bon taux de réussite. Premièrement, les enfants qui ont pris part au programme de francisation ont été inscrits par la suite dans une école française. Deuxièmement, ces jeunes se sont intégrés sans difficulté dans le système d'éducation en français.

Le programme fait donc ses preuves. Et selon Janine Tougas, les autres provinces de l'Ouest se montrent de plus en plus intéressées à lancer le programme chez elles.

• Rivière-la-Paix

Prévenir la violence familiale

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — L'ACFA régionale de Rivière-la-Paix travaillera de concert avec des instances locales pour prévenir la violence familiale. Rachelle Bruneau a été embauchée pour coordonner ce projet.

Mme Bruneau explique que l'ACFA n'a nullement l'intention de se lancer dans les services sociaux, mais cherche plutôt à épauler le Family & Community Support Services et le Peace River Crisis Centre dans leurs efforts pour offrir des services en français. Présentement, elle s'affaire à mettre sur pied ce projet et à assurer la coopération des différents groupes participants.

«Pour les aînés et les plus jeunes en situation de crise qui ont besoin d'aide, il est essentiel d'avoir la possibilité de s'exprimer dans leur langue, explique-t-elle. Par exemple, un enfant de 5 ans qui est victime d'agression sexuelle, aura plus de difficulté à s'exprimer en anglais qu'en français.» Rachelle Bruneau est présentement à la recherche de documentation en français du Québec et d'ailleurs. Elle raconte qu'elle fera des présentations dans les écoles et à divers groupes pour sensibiliser la communauté au problème de violence familiale.

Jocelyne Doran, directrice du FCSS, explique que l'objectif de cet organisme est de sensibiliser le public. Elle ajoute que, très souvent, par le passé les gens



Photo d'archives

Rachelle Bruneau

niaient que le problème existait dans la région. «C'est une petite communauté; on essayait de cacher le problème, raconte-t-elle. On disait que ça se passait à Grande Prairie et à Edmonton, mais pas dans notre région.»

La directrice est d'avis que des progrès ont été faits au cours des dernières années. Il a été nécessaire d'informer et de sensibiliser, entre autres, les professionnels dont les enseignants. Elle raconte que ces derniers étaient souvent réticents à reconnaître qu'un problème existait et ne savaient pas nécessairement comment réagir à des cas de mauvais traitements envers les enfants.

«C'est un progrès qui se fait tranquillement, une personne à la fois», affirme-t-elle. Elle estime que ce projet, mené de concert avec l'ACFA, sera bénéfique pour la région.

• *À Rivière-la-Paix*

Deux étudiants québécois font un stage

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — La région de Rivière-la-Paix accueillera deux étudiants en médecine de l'Université Laval, ce printemps, pour un stage d'un mois de médecine rurale.

Le docteur Denis Vincent, qui assurera l'encadrement professionnel de ces stagiaires, est d'avis que la médecine rurale est très excitante. «À ceux qui veulent plus d'aventures, de sensations fortes, à ceux qui veulent faire un peu de tout, la médecine rurale offre beaucoup de variété, raconte le médecin. C'est une autre approche de la médecine.» Il explique qu'en ville, habituellement, les médecins se spécialisent davantage.

Denis Vincent ajoute que des stages en milieu rural aident aussi à sensibiliser les jeunes médecins aux besoins médicaux des gens de la campagne et que c'est ainsi un bon moyen de recrutement pour les cliniques rurales. Le docteur explique qu'il a rencontré à plusieurs reprises les responsables québécois pour obtenir leur accord pour ce projet de stage. Un vidéo promotionnel a été tourné à cette fin pour inciter des étudiants à choisir la région pour leur stage.

Jean-Claude Couture du Bureau du Québec explique qu'il a facilité les démarches du Dr Vincent en le mettant en contact avec les responsables québécois. Toutefois, il explique que tous les fonds destinés au soutien financier de la francophonie hors Québec ont été gelés. La ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Louise Beaudoin, a annoncé son intention de réviser le programme de financement qui aurait pu aider à défrayer le coût de transport de ces stagiaires.

• *Rôle et responsabilités des parents*

Jusqu'où le gouvernement peut-il aller?

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — «Cette année sera connue comme l'année de la restructuration du système d'éducation, lance Wally Lazaruk du ministère de l'Éducation. Le gouvernement s'engage à donner aux parents et à la communauté un plus grand rôle dans l'éducation.» Toutefois, certains craignent que les parents, déjà surchargés, ne soient pas en mesure d'assumer ces nouvelles responsabilités.

Le gouvernement provincial dévoilera, d'ici quelques semaines, son livre blanc qui précisera les rôles et responsabilités des tous et chacun dans le système d'éducation. Wally Lazaruk qui était conférencier lors du colloque de la Fédération des parents francophones de l'Alberta, raconte que lors de consultations auprès du public, la majorité des Albertains disaient préférer avoir un rôle consultatif. Certains aimeraient cependant participer plus activement à l'éducation de leurs enfants.

Francine Boisclair-Stewart, membre du Conseil de coordination régional du Centre-Sud, est aussi de cet avis. Elle explique que lorsque les deux parents travaillent de longues heures et doivent jouer les «chauffeurs de taxi» pour les diverses activités sportives et culturelles de leurs enfants, ils ne peuvent en prendre plus sur leurs épaules.

En outre, Mme Boisclair-Stewart estime que les parents n'ont pas toujours les connaissances et le recul nécessaires pour prendre certaines décisions. «C'est difficile d'avoir des gens très qualifiés dans ces comités de parents», raconte-t-elle. Elle ajoute que c'est aussi le cas pour les conseils scolaires qui ne sont pas nécessairement toujours bons. De plus, très souvent «les parents sont trop impliqués de façon émotive avec leurs enfants pour prendre des décisions objectives», affirme-t-elle.

Le représentant du ministère explique que le gouvernement souhaite une plus grande participation de la communauté et des parents. Mais il n'a pas l'intention d'aller à l'encontre de la volonté de ces derniers en demandant plus qu'ils ne soient prêts à donner. «Le gouvernement ne peut pas dépasser le niveau de tolérance d'une société, estime-t-il. Le type de participation, à mon avis, sera négocié de façon locale et dépendra sur l'évolution de la communauté.»

M. Lazaruk explique que, toutefois, les tendances à l'échelle mondiale en éducation sont à la décentralisation, à l'accroissement de la participation des parents et à la responsabilisation des élèves. Il raconte, par exemple, que la loi scolaire albertaine de 1988 permettait la mise en place de comités de parents. La nouvelle version de la loi adoptée en 1994 oblige toute école à avoir un tel comité. On a aussi accordé à ces comités plus de pouvoirs et de responsabilités.

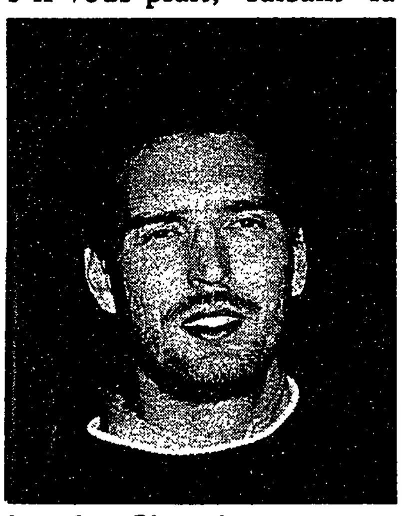
Ailleurs dans le monde, les pouvoirs des ces comités peuvent varier énormément. Dans certaines écoles, ils ne jouent qu'un rôle consultatif et la direction n'est pas tenue de suivre leurs recommandations. À l'inverse, comme c'est le cas en Espagne, d'autres comités d'école sont responsables de la gestion tout entière de l'institution.

M. Lazaruk affirme que les recherches démontrent que la participation des parents est très bénéfique pour les élèves. Il raconte que lorsque les parents prennent part activement à l'éducations de leurs enfants, ces derniers ont un meilleur rendement, une attitude plus positive. Ils sont, de plus, moins portés à abandonner leurs études.

Une promotion pour le pavillon Boréal

CAROLE THIBEAULT

FORT McMURRAY — Les résidants de Fort McMurray ont certainement remarqué, un peu partout en ville, les affiches rose et blanc, écrites en français s'il-vous-plaît, faisant la promotion du pavillon Boréal. C'est que le Conseil de coordination du Nord-Est est en pleine campagne de promotion et de recrutement pour sa prochaine année scolaire.



Jean-Luc Simard



Réal Doucet

Le but, c'est de «faire connaître à la population du Nord-Est, et plus spécifiquement aux francophones de Fort McMurray, les services et les avantages de l'école française», explique Réal Doucet, président du conseil de coordination.

Pour ce faire, le conseil a embauché un coordinateur de campagne, Jean-Luc Simard. Depuis un peu plus d'un mois, ce dernier est chargé d'élaborer une stratégie de marketing pour inciter de nouveaux parents à inscrire leurs enfants à l'école française. La conception de l'affiche et d'un dépliant d'information ainsi que la publication de publicité dans les journaux de la région font partie de cette stratégie. Selon Réal Doucet, certains parents ont déjà répondu à l'appel. «Disons qu'on ne s'attend pas à ce que les parents changent leurs enfants d'école à ce temps-ci de l'année. Par contre, on a déjà des parents qui ont indiqué qu'ils aimeraient le faire en janvier», affirme-t-il.

Le conseil espère recruter un minimum de 20 nouveaux élèves pour septembre 1995. Présentement, le pavillon Boréal compte plus de 75 élèves de la maternelle à la sixième année. Cette nouvelle démarche du conseil de coordination s'inscrit dans le cadre du processus de *lobbying* pour l'obtention d'un centre scolaire communautaire.



Collection oblate, Edmonton, Archives provinciales de l'Alberta, photo OB 6289.

Jeux dans la neige au Juniorat Saint-Jean d'Edmonton vers les années 40.
Les jeux d'hiver étaient l'un des grands plaisirs des jeunes élèves. Sur cette photo, ils poussent d'énormes boules de neige.

Album souvenir

Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.

Comment conserver sa clientèle scolaire

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — Le Centre scolaire communautaire de Dartmouth en Nouvelle-Écossse a ouvert ses portes en 1991. Comme le raconte Ronald Boudreau, premier directeur du centre et actuel enseignant, le contexte de l'ouverture du centre a fait passé la clientèle de 300 à 466 élèves dès la première année. Ils sont plus de 700 aujourd'hui. Après quelques mois, pourtant, les élèves, surtout ceux du secondaire, cherchaient à se faire transférer d'école. Lors de sa conférence au colloque de la FPFA, M. Boudreau a fait part des stratégies qu'a dû élaborer la direction pour conserver sa clientèle.

«Nous avons d'abord examiné ce qu'offraient nos concurrents», explique M. Boudreau. Le sport étant très populaire dans la région, on a mis sur pied des équipes sportives. Afin de créer un sentiment de fierté, les jeunes portaient des habits de grande qualité et les responsables ont inscrit les équipes dans des ligues de leur calibre, leur permettant ainsi de gagner quelques parties.

Pour les élèves plus «intellectuels», la direction a décidé d'intégrer les échecs au programme de mathématiques. Les meilleurs de l'école se rendent ensuite au championnat provincial puis national. «L'an passé, quatre jeunes de notre école se sont rendus au championnat national», affirme M. Boudreau. Selon lui, cette «publicité sournoise» qui est de faire des gagnants est un bon argument auprès des jeunes. «Il faut leur faire valoir que leur école est mieux que les autres», explique-t-il.

L'anglais dans les corridors

Malgré tous ces trucs, le CSC de Dartmouth a dû faire face à un autre problème: les jeunes ne parlaient français que dans les salles de classe. Après une rencontre du Comité du parler français, mis sur pied pour remédier à la situation, la direction s'est rendu compte que les jeunes parlaient anglais dans les corridors, premièrement parce que ce n'était pas *cool* de parler français et, deuxièmement, parce qu'ils n'avaient à subir aucune conséquence s'ils entravaient ce règlement de l'école.

Au début de l'année scolaire 1994, tout le personnel enseignant devait donc resserrer sa surveillance à ce niveau et ne permettre aucun manquement. D'après M. Boudreau, la transition n'a pas été facile. «La première semaine, les enseignants faisaient la queue pour remplir des formulaires de plaintes», raconte-t-il. Selon la fréquence des plaintes, la direction doit prendre des mesures qui peuvent aller de l'avertissement à l'expulsion complète de l'école.

Ronald Boudeau estime que l'introduction de cette nouvelle méthode a été très efficace car, aujourd'hui, les élèves ne sont plus gênés de parler français dans leur école. De plus, elle a permis de détecter les éléments «anglicisants» de la clientèle.

Enfin, l'enseignant a terminé sa conférence en mentionnant que les écoles françaises, où qu'elles soient, doivent faire preuve d'excellence et de transparence. Selon lui, c'est le seul moyen pour attirer de nouveaux élèves et pour conserver ceux qui y sont déjà.


Photo: Carole Thibeault

M. Boudreau du centre scolaire communautaire de Dartmouth.

• *L'animation culturelle*

Il faut séduire les jeunes

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — «L'animation culturelle, ce n'est pas un élément important de l'école française», lance Lise Paiement, conseillère pédagogique en animation culturelle pour le ministère de l'Éducation ontarien. «C'est véritablement sa raison d'être. Que l'on arrête d'en parler et que l'on mette des sous pour embaucher des animateurs culturels.»

Mme Paiement explique que le but de l'école française n'est pas de faire de l'élève quelqu'un de bilingue qui pourra ainsi se décrocher un bon emploi mais, plutôt, de former un individu qui pourra contribuer à la communauté francophone. Elle explique que cela doit se faire de façon constante et délibérée. «Tu ne fais pas un francophone d'un jeune qui ne voit qu'une pièce de théâtre en français par année.

«De plus, tu ne peux pas faire de l'animation culturelle si les jeunes ne se parlent pas», explique-t-elle. Conséquemment, si les enseignants préconisent une approche pédagogique qui favorise les travaux en équipe à l'intérieur même d'un cours, cela facilite l'apprentissage de la langue.

Souvent, les jeunes ne veulent pas parler français car ce n'est pas considéré *cool*. Selon Mme Paiement, il est possible de les convaincre du contraire. «Quand tu amènes l'âne à la fontaine, si tu le nourris avec des chips et des bretzels, bientôt il va courir à la fontaine pour boire», explique-t-elle. Mme Paiement est d'avis que les parents et les éducateurs doivent travailler ensemble pour rendre la culture accessible et attrayante pour les jeunes. Il est aussi important de connaître les besoins des jeunes. «Pour ceux qui aiment Madonna, ça ne sert à rien d'acheter du Patrick Norman en cadeau, explique-t-elle. S'ils aiment du «criage» achète leur du «criage» en français.» C'est ce qu'elle appelle de l'«assimilation positive», car il faut amener les jeunes à la langue en les séduisant.

Mme Paiement est d'avis que l'animation culturelle ne se résume pas au folklore quoiqu'il est un élément important de l'héritage francophone qui domne à l'élève un point de départ. «Le folklore c'est comme quelque chose de précieux qu'on lègue et qu'on porte à l'occasion, raconte-t-elle. Ce que je veux savoir des élèves, c'est ce qu'ils vont remettre eux aux générations futures.»

Il faut éviter de considérer les jeunes comme la «relève» et parler de «racines». «Les racines, c'est ce qui les enfargent quand ils tondent le gazon», lance-t-elle. Il faut plutôt parler aux jeunes dans leur langage en utilisant des images qui les touchent. Les jeunes comprendront, par contre, que l'assimilation c'est un peu comme se teindre les cheveux. «Ta culture, tu ne peux pas toujours la passer au peroxyde», affirme-t-elle.

Les jeunes francophones s'identifient souvent comme des «bilingues», raconte-t-elle. Mais lorsqu'on les questionne à ce sujet, ils ne considèrent pas que les bilingues «francophones» et les bilingues «anglophones» sont identiques. «La journée où il se dit «bilingue français», il est rendu au point voulu», lance-t-elle.

Néanmoins, il est essentiel que le jeune ait un code de vie, aussi bien à l'école qu'à la maison. «J'ai toujours été très exigeante avec les jeunes et il n'y avait pas de zones grises», raconte-t-elle. Elle raconte qu'elle était très souvent surnommée la «French Hitler» et la «French Police» par ceux qui la craignaient. Cette enseignante estime que, très souvent, c'est ce que les élèves recherchent. «Il veulent ce sentiment de sécurité», affirme-t-elle.


Photo: Michel Bouchard

Madame Lise Paiement



· Billet ·

Utilisons nos épargnes pour payer nos dettes

Le gouvernement provincial aura-t-il le courage de s'attaquer à cette vache sacrée que constitue le Heritage Savings Trust Fund? Il est encore tôt pour le dire. L'annonce de consultations et la mise sur pied d'un comité formé de députés libéraux et conservateurs chargé de tenir des audiences publiques sur la question pourraient constituer un — timide — premier pas en ce sens.

Mais l'équipe de Ralph Klein se garde bien de prendre seule une décision pour laquelle elle pourrait devoir porter le blâme. Le premier ministre a en effet déclaré qu'il ne se débarrasserait pas du fonds à moins que les Albertains lui fassent savoir clairement que c'est ce qu'ils désirent. Le gouvernement aura donc recours à ce qui est devenu une véritable manie dans cette province: des consultations publiques.

Reste à savoir si l'opinion des citoyens sera vraiment prise en considération. Les consutations organisées ces derniers temps ont plutôt servi à faire approuver des décisions déjà prises, de façon à leur donner plus de légitimité.

Le fonds a été créé au milieu des années 70, en période de prospérité. Il devait aider à diversifier l'économie et constituer une sorte de «bas de laine» en prévision des jours durs. À certains égards, ces «temps plus difficiles» sont arrivés. Le déficit accumulé de la province dépasse les 30 milliards de dollars. La valeur du Heritage Fund, elle, frôlerait les 12 milliards de dollars. Si le gouvernement croit que l'endettement est vraiment l'ennemi public nº 1, il devrait songer à appliquer une logique propre à la gestion des finances personnelles: utiliser ses économies pour faire baisser le solde de sa carte de crédit. Cela permettrait, par ailleurs, d'avoir un portrait plus clair de sa situation financière.

Les conservateurs devraient toutefois se garder d'agir à la hâte, comme ils l'ont fait dans le dossier de la privatisation de la vente d'alcool, par exemple. Il pourrait être tentant pour le gouvernement de se départir rapidement d'une partie des titres contenus dans le fonds. Si les rentrées générées par ces ventes étaient utilisées pour réduire la dette, le gouvernement pourra clamer haut et fort qu'il a non seulement réduit le déficit, mais qu'il s'est aussi attaqué à la dette. L'argument aurait certainement du poids auprès d'une partie de l'électorat, advenant le déclenchement d'élections anticipées.

S'il décide de vendre, en tout ou en partie, les titres qu'il détient, le gouvernement devra s'assurer de le faire à un moment opportun, quand les conditions du marché seront propices à de telles transactions. Procéder à une «vente de feu» serait un geste irresponsable.

Pascale Bréniel (signature)

Courrier des lecteurs

Souper «au revoir» pour Jim et Émilia Lavallée



Photo prise lors du 50ᵉ anniversaire de mariage de Jim et Émilia en 1991.

Le mercredi 16 novembre, 180 personnes, surtout des aînés, se sont rassemblées au Centre d'âge d'or de Saint-Paul pour prendre part à un repas «à la fortune du pot» et dire un gros merci et un chaleureux au revoir aux Lavallée qui déménagent à Edmonton.

Ils éliront domicile au Manoir Saint-Thomas. C'est là qu'ils se joindront à de nombreux amis, connaissances et congénères francophones.

Jim Lavallée est arrivé à Saint-Édouard avec ses parents, Adélard et Clara, en 1914. Il n'avait alors que trois ans. Ils s'établirent sur la terre de Léopold Lamothe. Jim prit la charge de la ferme familiale à la suite du décès de son père en 1941.

Il a épousé Émilia Ayotte de Lafond le 30 décembre 1941. Après avoir élevé leur grande famille de cinq filles et de trois garçons, ils sont venus s'établir à Saint-Paul, où Jim travailla pour un agent de machinerie agricole pendant quelques années.

Depuis que les deux ont pris leur retraite, ils ont pris part à de nombreuses activités sociales et communautaires.

Leur jovialité communicative et leur belle et franche camaraderie vont certainement nous manquer, à nous les gens de Saint-Paul. Les résidants du Manoir Saint-Thomas trouveront en eux de vrais «Vive la joie».

Jim et Émilia, nos souhaits de santé et de bonheur vous accompagnent. Nous espérons aussi que vous profiterez longtemps de votre retraite bien méritée.

De tous vos parents et amis,

Jules Van Brabant

Découvrir notre environnement: une chasse aux trésors

Pendant la Semaine de l'éducation qui s'est déroulée à l'école Notre-Dame d'Edmonton, des discussions, des activités scientifiques et artistiques et différents apprentissages ont été centrés sur l'environnement. Les décorations et les expositions dans les classes et l'école développaient aussi ce thème.

suite à la page 10



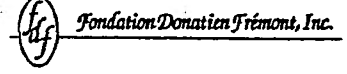


Directrice: Pascale Bréniel
Adjointe administrative et responsable de la publicité: Micheline Brault
Journalistes: Carole Thibeault et Michel Bouchard
Graphiste: Linda Lavoie
Correspondant national: Yves Lusignan, Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

BONNYVILLE: Lucie Lavoie
CALGARY: Jacques Girard et Alain Bertrand
CENTRALTA: Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (Saint-Albert)
FORT McMURRAY: Jean-Luc Simard
GRAND-CENTRE: Kathleen Bouchard
JASPER: Marie-Joëlle Driard
LETHBRIDGE: Adjoa Savage
PLAMONDON: Lina Labonté
RIVIÈRE-LA-PAIX: Sophie Savoie (Saint-Isidore) et Noëlla Fillion (Donnelly)
SAINT-PAUL: Jean-François Coulombe et Jean Perron







Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.
Courrier de deuxième classe — Enregistrement 1881.
Pour s'abonner, remplir le coupon publié à la fin de ce numéro.
Prière d'adresser toute correspondance comme suit:

Le Franco
8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur:** (403) 465-3647

Vieillir en santé tire à sa fin

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — «La chose la plus positive, je pense, c'est que le programme *Vieillir en santé* a aidé les aînés à regagner confiance en eux et à se valoriser. Ils ont découvert, c'est des choses qu'on oublie parfois, qu'ils avaient un rôle à jouer dans la société», soutient Fernande Bergeron, animatrice du programme *Vieillir en santé*. Le projet pilote, lancé par la Fédération des aînés franco-albertains (FAFA), prendra fin à Plamondon le 13 décembre prochain.

Élaboré au Nouveau-Brunswick, le programme a été adapté à la réalité franco-albertaine. Fernande Bergeron a commencé sa série de six rencontres en région en septembre 1993. Le programme avait principalement pour but de permettre aux aînés de s'épanouir en apprenant à voir la vieillesse comme une étape de la vie et non pas comme une maladie.

Pour certains aînés, la participation à ces ateliers a été plus que bénéfique. C'est entre autres le cas de Blanche Laforce de Legal. «Il y a certaines choses que j'ai apprises sur la santé que je mets beaucoup plus en pratique», raconte-t-elle. «Il y a des choses que je savais mais se le faire dire avec des faits concrets, ça nous montrait comment il peut y avoir des abus chez les aînés dans différentes situations», commente à son tour Edwidge Noël de Falher. Jeannette Létourneau, présidente de la FAFA, a aussi été témoin de l'efficacité du programme: «J'ai assisté à l'atelier donné à Legal dernièrement, relate-t-elle. Il y avait deux aînées âgées de 83 ou 84 ans. Le soir de la rencontre, elles sont allées en avant et elles ont raconté comment ce cours avait été bon pour elles et que tout le monde devrait le suivre. C'était la première fois de leur vie qu'elles se levaient et parlaient en public».

La présentation de ce premier projet pilote a été possible grâce à un octroi de 25 000$, remis conjointement par le ministère du Patrimoine canadien et Santé Canada. En tout, près de 150 participants auront reçu un certificat lorsque le programme sera entièrement terminé. À ces derniers s'ajoutent tous les autres participants qui n'ont pris part qu'à certaines rencontres.

Selon l'animatrice, le programme a été populaire car il parle des choses qui touchent directement les participants comme, par exemple, le deuil, le sommeil, la nourriture et le stress. Cependant, elle estime qu'il devrait être offert aux jeunes dans les écoles. «Tu commences à vieillir la journée que tu viens au monde. Tu ne commences pas à vieillir à 65 ans. J'ai vu des personnes plus jeunes qui sont venues prendre le cours parce qu'elles voulaient aider leur mère. Ça n'a pas pris de temps qu'elles se sont aperçu qu'elles en profitaient aussi», souligne Mme Bergeron.

Le programme a été un tel succès que les provinces de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique ont sollicité l'aide de Mme Bergeron pour former des animatrices dans leurs régions. En Alberta, les aînés ont tellement apprécié le cours qu'ils en demandent d'autres. Ils aimeraient, entre autres, avoir davantage de formation en leadership et en art oratoire. D'après Jeannette Létourneau, la FAFA est prête à offrir d'autres cours à la condition que le financement le permette. Quant au programme *Vieillir en santé*, on songe à le laisser reposer pour une période d'au moins un an.



Photo: Fernande Bergeron

Le groupe *Vieillir en santé* du Manoir Saint-Thomas à Edmonton.



Photo: Fernande Bergeron

Le groupe *Vieillir en santé du Manoir Saint-Thomas à Edmonton.*

• Les Manoirs Saint-Joachim et Saint-Thomas

Un second chez-soi pour les aînés francophones

PUBLI-REPORTAGE

EDMONTON — Une bonne odeur de tourtière envahit le hall d'entrée du Manoir Saint-Thomas, situé au coeur de la paroisse francophone du même nom. Dans la grande salle communautaire, on prépare une vente de tourtières. Les décorations annoncent le début du temps des fêtes. Au deuxième étage, sur la porte de l'appartement de madame Lucille Moquin, un petit écriteau rassurant est installé: «Tout va bien, merci».

Originaire de Donnelly, Mme Moquin s'est intallée au Manoir Saint-Thomas lors de son ouverture, il y a 13 ans. «Nos enfants étaient tous ici, à Edmonton, raconte-t-elle. On se faisait vieux et on a pensé se rapprocher d'eux.» Mme Moquin n'a jamais regretté sa décision. Elle était particulièrement heureuse de s'être installée près des siens quand des problèmes de santé l'ont affectée, il y a quelques mois. Ses enfants et petits-enfants ont pu s'occuper d'elle. «Et ma soeur, qui demeure ici, m'a aussi rendu bien des services», raconte-t-elle.

C'est pour des gens comme Mme Moquin qu'un groupe de francophones a mis sur pied le Manoir Saint-Thomas. Raymond Poulin, qui a été président du comité de gérance pendant plus de dix ans, raconte qu'on a voulu créer un centre qui serait à la portée de tous les aînés franco-albertains, quelle que soit leur situation financière. «On a eu des gens d'un peu partout, rappelle-t-il. Beaucoup de Bonnyville, Saint-Isidore, Calgary...» L'atmosphère francophone et catholique étaient aussi deux éléments importants. «On n'avait pas, comme c'est le cas dans l'Est, des manoirs mis sur pied spécifiquement pour les francophones», rappelle-t-il.

C'est d'ailleurs pour préserver ces caractéristiques particulières que les Manoirs Saint-Thomas et Saint-Joachim, également situé à Edmonton, seront désormais regroupés au sein d'une même instance administrative. Le gouvernement provincial demande en effet aux institutions du genre de fusionner. Les responsables ont donc cru que l'association de deux manoirs faciliterait le maintien de leur caractère francophone.

Cette restructuration s'accompagne aussi d'une volonté d'offrir ces petits extra «qui font toute la différence». «Les gens qui viennent chez nous sont encore autonomes, explique la coordonnatrice des activités et services, Mme Georgette Fournier. Nous voulons cependant leur offrir de plus en plus de services pour accroître leur bien-être. Ça peut être un masseur, des soins des pieds, une coiffeuse ou une pharmacie qui vient chercher les prescriptions.»

Une foule de services sont disponibles pour faciliter la vie des résidants. Au Manoir Saint-Joachim, par exemple, des repas sont offerts une fois par semaine à la salle communautaire, pour une somme modique. Des employés bilingues de l'Alberta Treasury Branches viennent aussi sur place deux fois par mois. À Saint-Thomas, on conduit les gens à l'épicerie deux fois par semaine. Des bénévoles peuvent aussi les accompagner chez le médecin.

«Ils ont leur propre appartement, où ils peuvent se sentir vraiment chez eux, tout en se sentant en sécurité», assure le directeur Léo Bosc. Le père Georges Chevrier, un prêtre semi-retraité qui célèbre la messe tous les jours au Manoir Saint-Joachim, est tout à fait d'accord. «Je suis très bien ici, affirme-t-il. Je connais la moitié du monde. L'atmosphère est très agréable et on est à deux pas du centre-ville.»

Le climat amical, la localisation pratique et les services sont autant d'arguments qui amènent les aînés à choisir les Manoirs Saint-Joachim et Saint-Thomas. «Si quelqu'un est malade, par exemple, je vais aller lui porter un bol de soupe. On s'entraide», assure Mme Florence Ouimet, qui s'est installée au Manoir Saint-Joachim à son ouverture, il y a 19 ans. «Quand on se couche le soir, on n'est pas inquiets.»



Photo: Michel Bouchard

«Je suis prête à aider les autres», assure Mme Florence Ouimet.

Photo: Michel Bouchard

M. John Gagné demeure actif.

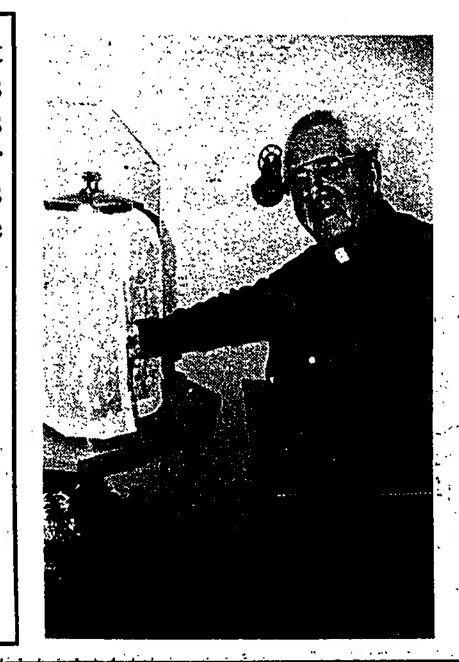


Photo: Michel Bouchard

Le père Georges Chevrier se sent chez lui au Manoir Saint-Joachim.

Marie-Claire Brousseau, pionnière de l'alphabétisation en Alberta

OTTAWA(APF)—«Tu ne peux pas apprendre à lire et à écrire, si tu n'es pas bien dans ta peau».

Il n'est pas nécessaire de faire de grands discours pour convaincre Marie-Claire Brousseau de l'importance de l'alphabétisation familiale. Jusqu'en 1989, elle et son mari vivaient dans la honte de ne pouvoir lire et écrire à leurs enfants et petits-enfants. Aujourd'hui, on la considère comme une pionnière de l'alphabétisation en français en Alberta. Originaire de Saint-Paul, elle fut, en effet, la première Franco-Albertaine à demander un programme d'alphabétisation en français.

«J'ai vécu toute ma vie avec beaucoup de culpabilité et avec un sentiment d'infériorité», raconte Mme Brousseau. «Je ne me sentais pas bien dans ma peau à cause de mon handicap.»

Le plus pénible, explique-t-elle, c'est d'admettre qu'on ne sait ni lire et ni écrire et réclamer de l'aide. Car, explique-t-elle, un parent analphabète est rapidement étiqueté. Elle voyait bien, poursuit-elle, que ses propres enfants vivaient les mêmes frustrations et la même exclusion. Et parce que ses enfants avaient de la difficulté en français, les dirigeants de l'école avaient rapidement conclu qu'ils n'avaient pas besoin d'apprendre le français, puisque leur langue première était...l'anglais! «À un moment donné on s'est dit: il faut s'en sortir.»


Photo d'archives
Marie-Claire Brousseau

Si Mme Brousseau peut lire et écrire aujourd'hui, elle le doit à son petit-fils. Un jour, celui-ci demande à sa grand-mère de lui lire une histoire dans son livre d'école. Pour cacher son handicap, elle décide d'en inventer une de toutes pièces. Le hic, c'est que le petit bonhomme, qui est en deuxième année, s'aperçoit du subterfuge: «Mais grand-mère, tu ne sais pas lire!». Ce fut, dit-elle, «comme un coup de couteau dans la plaie». Elle avait enfoui dans son subconscient son analphabétisme et voilà que son petit-fils lui rappelait brutalement son handicap.

Mme Brousseau croit que l'alphabétisation débute à la maison. Plusieurs membres de la famille Brousseau souffraient en silence du même handicap. C'est donc en famille que les Brousseau ont décidé d'apprendre à lire et écrire. «Tout le monde lit. Mais on fait beaucoup de fautes en écriture», confesse-t-elle.

La France à la présidence de l'Union européenne

EDMONTON — Le 1er janvier 1995, la France succèdera à l'Allemagne à la présidence de la nouvelle Union européenne. Cet événement, qui constitue une première pour la France, se répétera tous les sept ans. Jean-François Valette, ministre conseiller auprès de l'ambassade de France à Ottawa, présentera une conférence sur ce thème, le 14 décembre, à la Faculté Saint-Jean.

M. Valette s'entretiendra entre autres des relations entre l'Union européenne et le Canada ainsi que des objectifs de la France en tant que pays président.

La conférence sera suivie d'une réception offerte par le consul général de France à Edmonton. La conférence aura lieu à 17h à la salle 150. Pour de plus amples informations, on peut communiquer avec le Consulat général de France au 428-0232.

Carole Thibeault

• L'alphabétisation familiale:

Plusieurs modèles, un même point de départ: la communauté

OTTAWA(APF)—Les quelque 100 participants au premier colloque national sur l'alphabétisation familiale, qui avait lieu du 1er au 4 décembre à Aylmer au Québec, pensent aussi que l'alphabétisation débute à la maison. Ils ont été à même de constater qu'il n'existait pas un, mais plusieurs modèles d'alphabétisation familiale en français.

En Saskatchewan, par exemple, l'alphabétisation et la francisation vont de pair. Dans cette province, les projets d'alphabétisation de base pour les adultes existent depuis deux ans. Ils s'adressent aux parents francophones qui n'ont pas eu la chance d'étudier en français. Ce sont donc, surtout, des projets de francisation. Là-bas, on se donne pour mission d'outiller les parents de façon à ce qu'ils deviennent les premiers éducateurs de leurs enfants. On veut d'abord que les parents se réapproprient leur langue maternelle. Ensuite, on met l'accent sur leur rôle d'éducateur et on accorde une très grande importance à la lecture.

À Sudbury en Ontario, l'approche est tout à fait différente. Là-bas, ce sont les personnes âgées qui apprennent aux jeunes à lire et à écrire. L'inverse est également vrai. On parle alors d'alphabétisation «intergénérationnelle». Autrement dit, les activités d'alphabétisation regroupent des générations différentes. L'objectif est de bâtir des ponts entre les générations. On se retrouve donc avec des aînés «alphabétiseurs» qui travaillent auprès de jeunes décrocheurs, et des jeunes de niveau secondaire qui vont dans les maisons de retraite faire la lecture auprès de personnes âgées, qui ont complètement perdu leur capacité de lire en français.

En Nouvelle-Écosse, on cherche plutôt à démystifier le livre. Lorraine Fennell est la coordonnatrice des services en langue française à la bibliothèque des comtés de l'est, à Mulgrave. Elle avait de beaux livres en français pour les enfants, qu'elle croyait «irrésistibles», mais, dit-elle, «il n'y avait pas moyen de leur mettre un livre dans les mains».

Les parents répondaient bien à son invitation de venir visiter la bibliothèque mais, raconte-t-elle, ils n'osaient pas toucher aux livres, tellement ils étaient intimidés. Pourquoi? Parce que les parents acadiens de la région n'avaient pas de tradition de lecture, se sentaient très inconfortables avec des livres et avaient été scolarisés en anglais. Elle leur a finalement donné le goût de prendre des livres en français et de les amener à la maison, en transformant la lecture en un jeu amusant. Ces parents viennent maintenant régulièrement emprunter des livres à la bibliothèque.

Un Acadien parle de son peuple

LUCIENNE BRISSON

ST-ALBERT — Dans le cadre de la série de conférences qui a lieu le dernier mercredi du mois à la Société généalogique du Nord-Ouest (SGNO), on a présenté, le 30 novembre dernier, le huitième conférencier, soit l'Acadien André Boudreau.

M. Boudreau est le président du Congrès mondial acadien qui s'est déroulé dans le sud-est du Nouveau-Brunswick en août dernier. «On a choisi cette région, a-t-il dit, parce que dans ce coin, les gens sont un peu plus calmes. On a voulu les réveiller à la réalité acadienne... et cela a réussi.»

Les personnes présentes en ont découvert davantage sur la culture, l'accent et, surtout, la fierté des Acadiens.

André Boudreau

M. Boudreau a évoqué la fameuse déportation de son peuple par les Anglais. «Mes ancêtres, a-t-il fait remarquer, sont une des rares familles qui ont échappé à cette déportation.»

M. Boudreau, un homme convaincu et convaincant, se prépare avec son comité à organiser un autre congrès mondial acadien, pour 1999, en Louisiane cette fois.

Il fait également partie du bureau de direction de l'ACFA régionale d'Edmonton.

• *Jeux du Canada*

Des élèves en immersion embarquent

CAROLE THIBEAULT

GRANDE PRAIRIE — Une classe de 12e année de l'école *Grande Prairie Composite High School* se fera l'ambassadrice des Jeux d'hiver du Canada et de l'immersion française lors d'un voyage au Carnaval de Québec en février 1995.

Les jeunes francophiles et leur enseignante, Joan Paré-Beeson, ont le mandat d'aller rencontrer les Québécois. Pendant huit jours, les élèves porteront fièrement les vêtements des Jeux du Canada et tenteront de rencontrer les médias locaux pour parler du grand événement. «Notre objectif, c'est de se faire connaître», souligne l'enseignante. Selon elle, tous les jeunes étudiants en immersion devraient un jour avoir la chance de se rendre au Québec car cela leur permet d'avoir une expérience pratique concrète.



Jean Paré Beeson (assise au centre) et sa classe de 12e année en immersion.

«En tant qu'enseignante en immersion, moi je crois que ça devrait faire partie du programme en 12e année», ajoute-t-elle.

Pour effectuer leur voyage, les jeunes doivent recueillir 15 000$ d'ici janvier. Les parents envoient présentement des demandes de «commandite» à de grandes compagnies qui parrainent les Jeux. De plus, Joan Paré-Beeson a l'intention d'ouvrir un compte au nom des élèves afin de recevoir les dons des citoyens qui veulent aider le groupe. Les personnes intéressées à donner peuvent communiquer avec Mme Paré-Beeson au 532-7727 ou au 532-1299.

Marie Stevens, vice-présidente des Services linguistiques des Jeux du Canada et enseignante en immersion à l'école Saint-Gérard, croit pour sa part que les Jeux sont l'occasion rêvée pour les élèves en immersion de pratiquer le français. Trois jeunes filles de son école, Nicole Sicotte, Dominique Carrier et Christina Swagar, travaillent d'ailleurs présentement à augmenter la participation bénévole des élèves.

Christina, âgée de 14 ans, participe depuis plus d'un an à l'organisation des Jeux. Représentante de l'école St-Gérard auprès d'un groupe bénévole nommé *Focus North*, elle avait fait une affiche pour son école l'an dernier pour inciter ses compagnons de classe à prendre part à l'événement. «Je suis une personne très sociable et je ne suis pas gênée», assure-t-elle.

Nicole et Dominique aident également Christina à faire de la promotion dans leur école. Pour elles, les Jeux sont une expérience qui ne passera qu'une fois dans leur vie et elles ont bien l'intention de ne pas manquer le bateau. «C'est très excitant, raconte Dominique. On travaille fort pour que ça marche bien. Il y a beaucoup de gens qui embarquent».

Les trois adolescentes seront assignées à l'accueil au Village des athlètes. Elles espèrent d'ailleurs y faire de nouvelles rencontres, tant avec les visiteurs que les autres bénévoles. «C'est une chance d'utiliser notre français», conclut Nicole.

• *Centralta*

Revoir les priorités

JULIE B. DALLAIRE

LEGAL— C'est le 30 novembre que les diverses associations francophones se sont rencontrées pour la table de concertation régionale de Centralta. Des représentants de sept groupes ont discuté de leurs priorités pour la prochaine année.

Tous semblent s'entendre pour dire que le centre scolaire communautaire sera le coeur des activités à venir. Les études de faisabilité, le recrutement et le financement demanderont beaucoup de temps et d'énergie. Mais avec de l'enthousiasme et de la détermination, nul doute que les gens de Centralta pourront surmonter tous les obstacles.

On a aussi beaucoup parlé de recrutement: membres de l'ACFA, élèves pour l'école Citadelle et le programme préscolaire. Tout cela semblait rattaché à la visibilité. Des activités culturelles et surtout un animateur sembleraient être des solutions à envisager.

Le Carnaval d'hiver reviendra, le livre historique de Legal sera publié d'ici quelques mois et il y aura, cette année, une innovation: un souper-théâtre en mars.

Les grands absents à cette table: les jeunes. Centramis, la régionale de Francophonie jeunesse de l'Alberta, est inactive depuis un certain nombre d'années et il semble de plus en plus difficile de faire participer les jeunes aux activités francophones. Est-ce vraiment un manque d'intérêt? Ghislaine Allard, agente de développement de l'ACFA dans Centralta, n'en est pas certaine. «Ils n'ont pas beaucoup de temps, affirme-t-elle. L'école est située à l'extérieur et c'est là qu'ils s'engagent. Il y a aussi les sports.» Espérons que, l'an prochain, ils seront là pour donner leur point de vue!

Deux championnes d'orthographe représenteront l'Alberta à Montréal

EDMONTON — Marie Lavoie et Catherine Mayes ont remporté la compétition d'orthographe organisée le 26 novembre par le Centre éducatif communautaire de l'Alberta de la Faculté Saint-Jean. Elles s'envoleront donc pour Montréal au mois de mars prochain afin de défendre les couleurs de l'Alberta lors de la finale internationale de la Dictée des Amériques.

Catherine Mayes, une étudiante de 15 ans de l'école Sainte-Anne de Calgary s'est imposée chez les «juniors» en ne commettant que neuf fautes d'orthographe dans le test et deux dans la dictée. Pour sa part, Marie Lavoie est conceptrice de programme au Language Services Branch du ministère albertain de l'Éducation. Elle a remporté les honneurs dans la catégorie «seniors», en ne faisant que deux fautes dans le test et cinq dans la dictée, une performance jugée exceptionnelle considérant le haut niveau de difficulté des épreuves réservées aux concurrents «seniors».

Cinquante personnes ont pris part à la finale albertaine de la Dictée des Amériques.

À Montréal, les deux représentantes albertaines feront face aux finalistes des autres provinces canadiennes pour l'obtention des titres de champions junior et senior du Canada. Par la suite, deux grands champions seront proclamés dans le groupe rassemblant le Canada, les États-Unis et huit pays d'Amérique latine. Les participants à la grande finale de la Dictée des Amériques se partageront plus de 60 000$ en prix, parmi lesquels des ordinateurs Ambra, des Grand Robert et Robert historique, des Trio Bescherelle et des logiciels de correction 101.

• Mon amour, My Love

Des pistes de solutions et beaucoup d'humour

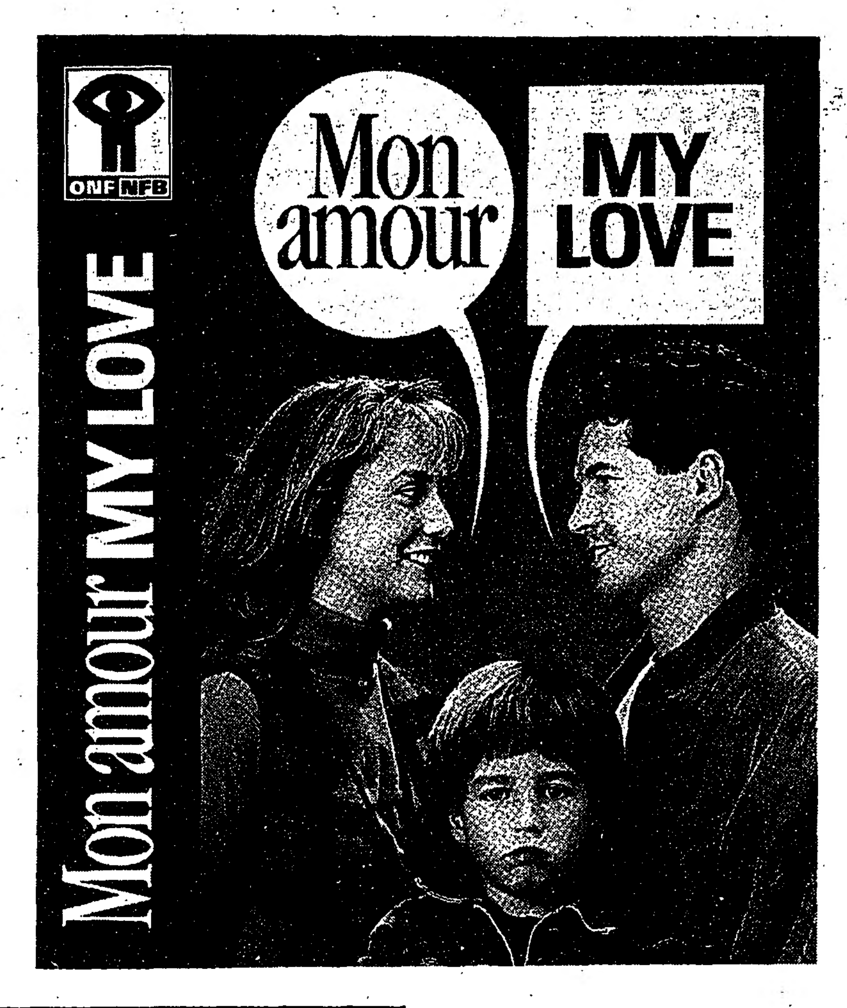
PASCALE BRENIEL

EDMONTON — Neuf enfants sur dix issus de mariages entre anglophones et francophones ne parlent pas français. C'est le constat troublant qui a servi de point de départ à la cinéaste franco-albertaine Sylvie Van Brabant pour la réalisation de *Mon amour, My Love*. Le film d'une heure a été produit à la demande de la Commission nationale des parents francophones qui est évidemment préoccupée au plus haut point par la question.

Sylvie Van Brabant a épié, avec la complicité des principaux intéressés, la vie de familles exogames du Manitoba et du Nouveau-Brunswick. Certains de ces parents ont réussi à transmettre la langue et la culture françaises à leurs enfants, grâce à leur tenacité et à l'ouverture d'esprit de leur conjoint. D'autres ont eu moins de succès, entre autres parce qu'ils n'ont pas obtenu la collaboration désirée de la part de leur partenaire.

La cinéaste s'est aussi intéressée à un programme de prématernelle de francisation mis à l'essai au Manitoba. Des réflexions d'Irénée Fourré-Partout, un personnage interprété par la comédienne Janine Tougas, lient les différents éléments du film.

Sylvie Van Brabant est parvenue à cerner une situation complexe, à lui «donner un visage». Elle a réussi à pénétrer dans l'intimité des foyers pour croquer des scènes très révélatrices. Son film n'offre pas de solution magique. Il préfère proposer des avenues... et le faire avec humour, ce qui est déjà beaucoup. Il constitue, en ce sens, un bon «déclencheur» à la discussion et à la réflexion. La jaquette du vidéo peut d'ailleurs servir d'outil d'animation. On y met en relief certains propos des personnages et certaines questions aptes «à encourager la discussion».



Mon amour, My Love a été présenté récemment à Edmonton, à l'occasion d'un colloque de la Fédération des parents francophones de l'Alberta. Quelques jours plus tard, une projection suivie d'un «vin et fromage» a attiré 90 personnes à Saint-Paul.

Le vidéo est disponible, en version française ou anglaise, auprès de l'Office national du film. On peut le louer ou l'acheter. Pour obtenir plus de renseignements, contactez l'ONF (495-3010 ou 1-800-267-7710).

Faible participation au marchethon du *Calgaréen*

CAROLE THIBEAULT

CALGARY — Richard Bélanger, propriétaire du journal *Le Calgaréen*, prépare déjà une nouvelle activité de financement pour améliorer la situation financière de son entreprise. Les gens sont invités à s'incrire à un tournoi de billard qui aura lieu le 5 février prochain.

Cette nouvelle activité fait suite marchethon, peu populaire, organisé à la fin novembre. Une soixantaine de personnes y ont pris part. Richard Bélanger dit quand même conserver son optimisme même si les marcheurs n'ont recueilli que 1200$, comparativement à l'objectif de 10 000$ qu'il visait. Il faut toutefois mentionner que l'activité a perdu de l'intérêt auprès de certaines personnes car les participants ont dû affronter le froid et la neige.

M. Bélanger affirme qu'il compensera en effectuant de nouvelles compressions au sein du journal. Il parle cependant d'une «réorganisation» qui changera l'allure du journal. Pour l'instant, M. Bélanger préfère ne pas entrer dans les détails de cette «réorganisation».

Deux lauréates à la Faculté Saint-Jean

EDMONTON — Deux étudiantes de la Faculté Saint-Jean, Chantal Lavoie et Claudette Rondeau, ont reçu des bourses d'études pour leur excellence académique.


Chantal Lavoie


Claudette Rondeau

Chantal Lavoie est récipiendaire de la bourse des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge d'une valeur de 850$. Originaire de Saint-Isidore, elle se destine à une carrière d'enseignante au niveau élémentaire et compte bien travailler au sein d'une école française. Son enthousiasme pour cette profession est évident et l'on sent en elle une grande impatience de se trouver dans une salle de classe entourée d'enfants.

Les goûts de Chantal sont partagés entre les activités de plein air et la lecture. Elle dit aimer les voyages et a bien l'intention de découvrir l'Europe dans un proche avenir. Chantal attache une grande importance à la vie familiale ainsi qu'à l'amitié.

Claudette Rondeau est quant à elle lauréate de la bourse Jean-Patoine d'une valeur de 2000$. Cette année, le programme des Sciences de la Faculté Saint-Jean a vu ses effectifs augmenter et Claudette était parmi les nouveaux arrivés. Intéressée par la recherche médicale, elle envisage de poursuivre ses études au-delà du baccalauréat et elle espère travailler un jour dans un laboratoire. Elle n'est pas sans expérience dans ce domaine puisqu'elle a occupé un emploi d'été dans un laboratoire d'immunologie.

Presque totalement occupée par ses études, Claudette dit ne pas avoir beaucoup de temps pour les divertissements sauf pour la lecture de romans.

IMPORTANT

Veuillez noter que votre cotisation à l'ACFA augmente de 5 $ à partir du 1er décembre afin d'améliorer le financement du journal Le Franco.

C'est le comité ad hoc du Franco qui en a fait la recommandation dans son rapport. Cette somme sera versée intégralement à votre hebdomadaire. Présentement 4 $ sont versés au journal.

La cotisation individuelle sera donc de 16.05$ incluant la TPS et la cotisation familiale sera de 26.75$ incluant la TPS.

Cette décision a été prise lors du Bureau des président.e.s du 17 septembre dernier.

Le Franco, vous coûtera ainsi 19 sous par numéro.

Jeunesse Théâtre

Par où on commence?

GUYLAINE NORMANDIN

Dans plusieurs écoles de l'Alberta, la tradition théâtrale est déjà bien établie, et cela, grâce aux cours et aux clubs d'art dramatique. Dans ces cas-là, les premiers pas sont déjà faits puisque le théâtre est prévu au programme ou dans le cadre des activités parascolaires. Il existe toutefois des écoles où tout est à faire. Il faut, à ce moment-là, faire trois choses: demander, demander et demander.

LES RESSOURCES HUMAINES

Demander quoi et à qui? Plusieurs personnes à l'école peuvent prendre en charge un groupe de théâtre naissant. Il peut s'agir d'un enseignant qui s'intéresse aux arts en général (et au théâtre en particulier), d'un animateur culturel, du directeur de l'école, d'un parent ou même d'un élève. L'important, c'est que cette personne ait suffisamment de ténacité, d'endurance et d'amour pour le théâtre.

Il en va de même pour les individus qui composeront le groupe de théâtre. Bien que le talent soit un atout, d'autres qualités devraient être recherchées lors du recrutement. Parmi ces qualités, soulignons la motivation, l'ouverture, la disponibilité intérieure et le désir d'oser, d'essayer, ainsi que la volonté de travailler en groupe.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES

Ce groupe aura besoin d'un lieu pour se rencontrer et pour créer. Idéalement, il s'agira d'un théâtre, mais d'autres lieux peuvent convenir. Une salle aux dimensions appropriées à la taille du groupe, bien aérée et de préférence vide (sans pupitres) peut très bien faire l'affaire. Les gymnases sont des pis-aller et devraient être évités à cause de l'acoustique qui y est généralement très mauvaise. La croyance populaire qui veut que l'on crée plus facilement «dans la misère noire» a été maintes fois contredite. L'art a besoin de conditions matérielles décentes pour s'exprimer.

Le matériel de base comprend un système de son simple, quelques meubles (tables, chaises, etc.) et un assortiment d'objets et d'éléments de costumes que l'on peut facilement rassembler par des cueillettes dans son entourage. Les gens de théâtre sont connus pour être des «ramasseux» et, rapidement, on vous offrira les vieux bijoux de tante Claire et la commode qui traîne dans le garage depuis toujours.

LE TEMPS

Le groupe établira des rencontres selon la disponibilité de chacun ainsi que selon la disponibilité des locaux. Il est important d'adapter la durée et la fréquence de ces rencontres à l'âge des participants. Des séances de deux heures peuvent être trop longues pour un groupe de 7e année mais parfaitement convenables pour un groupe de 12e année. En tout temps, restez flexibles, faites des essais et rajustez le tir.

LES RESSOURCES INTELLECTUELLES ET SENSIBLES

Pour ce qui est des appuis techniques, la bibliothécaire de l'école ainsi que la personne responsable des services audio-visuels peuvent apporter une aide précieuse au niveau de la littérature et de l'équipement.

D'autres appuis peuvent être obtenus à l'extérieur de l'école. Les troupes professionnelles et communautaires de votre région peuvent vous aider à démarrer ou à développer des activités théâtrales à votre école par le biais de conseils, de partage des ressources ou d'ateliers. L'UniThéâtre offre aux écoles secondaires de la formation sur mesure en écriture, en jeu, en mise en scène et en production. Les Ateliers-voyageurs sont disponibles de septembre à avril. Vous pouvez aussi vous adresser à l'ACFA de votre région pour recevoir de la formation par le biais du programme Artistes en résidence. Les deux programmes sont offerts en français dans l'ensemble de la province. Dramaworks, un programme de Theatre Alberta, propose tous les étés des dizaines d'ateliers destinés aux professionnels et aux amateurs de théâtre. Certaines associations de théâtre, dont Théâtre Action en Ontario et l'Association québécoise du théâtre amateur, publient régulièrement des ouvrages à l'intention des responsables de troupes de théâtre. Ces ouvrages peuvent être commandés aux adresses indiquées à la fin de cette chronique.

Enfin, la ressource la plus riche et la plus pertinente, la meilleure source d'inspiration, demeure le groupe de théâtre lui-même. Il est essentiel d'être à l'écoute les uns des autres afin de créer une dynamique propice à la création.

LA PROCHAINE ÉTAPE

Dans deux semaines, nous traiterons des premières rencontres du groupe de théâtre et de l'importance de bien définir ses objectifs collectifs et individuels. Nous explorerons aussi les façons de réaliser ces objectifs par la création collective ou avec un texte de répertoire.

L'UniThéâtre, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury, Edmonton (AB), T6C 3N1.
Tél.: (403) 469-7193

Théâtre Action, 222 rue Laurier Est, Ottawa (ON), K0N 6P2.
Tél.: (613) 235-8838

Association québécoise du théâtre amateur, C.P. 977, Victoriaville (QC), G6P 8Y1.
Tél.: (819) 758-4466

Theatre Alberta Society, 10136 110e Rue pièce 308, Edmonton (AB) T5J 0P1.
Tél.: (403) 424-0299

N.D.L.R.: Nous entamons aujourd'hui la publication d'une nouvelle chronique destinée aux élèves qui veulent monter une pièce de théâtre et aux enseignants, animateurs culturels et autres personnes-ressources prêts à leur donner un coup de main. La chronique, qui est préparée conjointement par L'UniThéâtre et par Le Franco, se veut avant tout un outil pratique. Des sujets tels l'improvisation, l'écriture, le choix d'un texte, les décors et le maquillage y seront abordés, à toutes les deux semaines, jusqu'à la fin d'avril. Les groupes qui préparent une pièce en prévision du Festival de théâtre jeunesse Alberta pourront notamment s'y référer.

La publication de cette chronique est rendue possible grâce à la participation financière de Capital City Savings.



Report des inscriptions au Programme de soutien à la francophonie canadienne

EDMONTON — La période d'inscription au Programme de soutien financier à la francophonie canadienne est décalée. Conséquemment, la date limite du 1er février 1995 pour la réception des formulaires de demandes de subvention au Bureau du Québec à Edmonton est également reportée.

La ministre déléguée aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Louise Beaudoin, a récemment déclaré que la politique québécoise en matière de soutien à la francophonie canadienne était en révision. Mme Beaudoin compte rendre publique au début de l'année 1995 sa nouvelle politique concernant les relations entre les communautés francophones et acadienne du Canada et le gouvernement du Québec.

En temps opportun, le Bureau du Québec à Edmonton communiquera aux personnes et aux groupes intéressés les dates ainsi que les modalités d'inscription au nouveau programme.



Découvrir notre environnement: une chasse aux trésors

suite de la page 4



Photo: Sylvie Bergevin

À l'occasion de rencontres élèves/parents/enseignants, les parents ont pu admirer les travaux de leurs enfants.

À propos de recyclage, le personnel de l'école et les élèves, avec la collaboration des parents:

1- continuent le recyclage de papier;

2- recommencent le recyclage des petites boîtes de jus, des petites boîtes de lait et des gros contenants de plastiques;

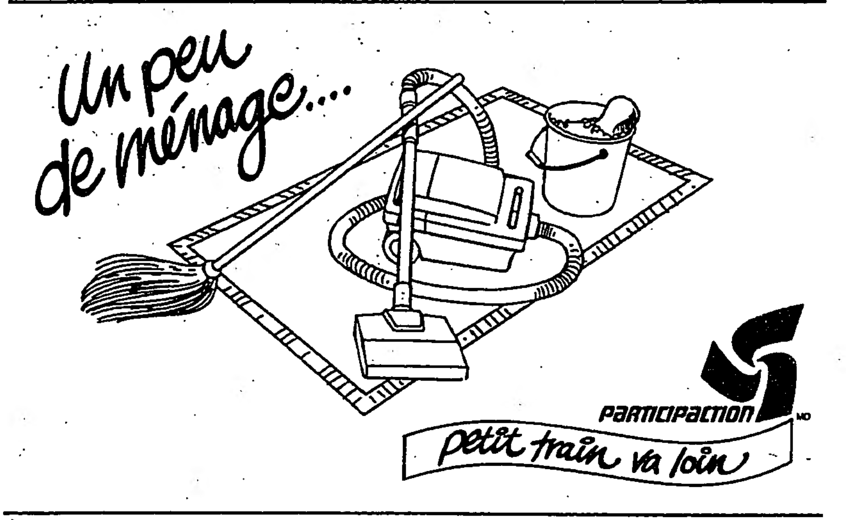
3- retournent les aliments biodégradables non mangés à la maison pour leur compost.

Chaque jour, une question sur l'environnement était posée et tous les élèves pouvaient participer au tirage. Les noms des gagnants sont: Jason Grondin (4e année), Matthew Johnson (2e année), Stéphanie Tremblay (2e année), Jean-Pierre Szaszkiewicz (1re année) et Ludovic Cotton (5e année).

De plus, la classe de musique a fait participer nos jeunes artistes en présentant leurs talents devant leurs camarades de classe.

Tous les élèves du 2e cycle ont terminé la semaine avec une journée de plein air en ski alpin. Les élèves du 1er cycle ont eu une journée bleu et vert et ils ont regardé le film *La forêt enchantée*. Un gros merci à tous ceux et celles qui ont permis le succès de cette Semaine de l'éducation. Et n'oublions pas que découvrir notre environnement, c'est une véritable chasse aux trésors!

Sylvie Bergevin
Directrice de l'école
Notre-Dame

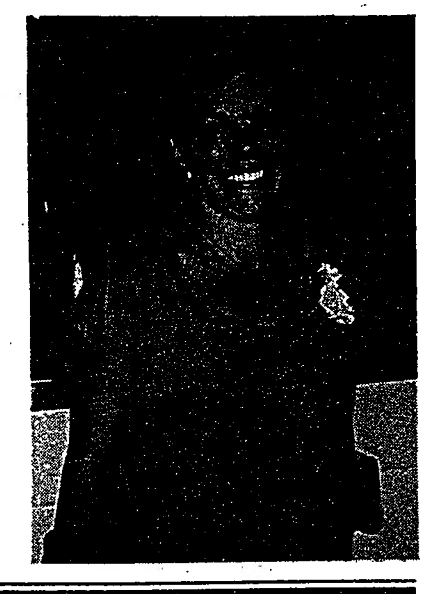






Marie Eva Simone Louise Baril

17 janvier 1946 -
6 novembre 1994



Quand vous ressentez passer une tendre brise et que vous touchez le miroir d'une mer tranquille, vous vous souviendrez des tendres mémoires d'une fille qui a su vaincre les tourments de la vie, Louise...

Louise Baril née à Calgary, fille de Jacques et Lucienne Baril d'Edmonton, est décédée à domicile à Roberts Creek, C.-B. le 6 novembre dernier, d'un courageux combat avec la leucémie. Elle laisse dans le deuil ses chers parents Jacques et Lucienne (Bourbeau) Baril, Jacqueline (René) Morrissette, de St-Albert; Raymond (Yvette), de Toronto; Thérèse (Roger) Morin, d'Edmonton; Madeleine (Rénald) Lamoureux, de Fort Saskatchewan; Lucille (Garry) Landry, Marie-Jeanne (Grant) Garritty, d'Edmonton; Suzanne (Deidrich) Reimer, de Victoria; Claude (Margaret) de Didsbury; Claudette (Bob) McCartney d'Edmonton; Florence (Gerry) Feehan de Red Deer; Johanne (David) Reid de Roberts Creek. Louise laisse aussi 24 nièces, 10 neveux, une arrière-petite-nièce, 2 arrière- petits-neveux et ses nombreux parents et chers amis. Avant de laisser la Colombie, une messe a eu lieu en l'église Ste-Famille de Sechelt (Sunshine Coast) par le père Allen Boisclair et Angelo de Pompa. Ses cendres furent transportées à Edmonton. Un service commémoratif a eu lieu en l'église St-Joachim le 12 novembre 1994. Le célébrant était le Rév. Thomas Bilodeau O.M.I.; et les assistants étaient les Rév. Antoine Bugeaud, Georges Chevrier ainsi que l'abbé Clément Gauthier. L'urne de ses cendres fut déposée dans le cimetière Holy Cross à Edmonton. La famille tient à remercier tous les parents et amis de leurs généreuses contributions à la Croix Rouge et de leurs témoignages de sympathie à toute la famille. Merci.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

LE FRANCO
465-6581

À vendre - livres usagés en français pour tous les goûts et tous les âges. 9011 - 88 Avenue. Tél: 440-4057. (16-12)

Avis aux lecteurs

Depuis déjà plus d'un an, *Le Franco* facture à ses lecteurs l'espace nécessaire à la publication des avis de décès, des éloges funèbres, des panégyriques et des témoignages de condoléances. Le tarif qui s'applique dans ces cas est évidemment plus bas que celui qui est facturé aux entreprises et organismes sans but lucratif. Ainsi, par exemple, il en coûtera environ 19,25$ + TPS pour une colonne de 4 pouces de long.



Paroisses francophones

Messes du dimanche

Edmonton

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h00

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Samedi: 17h00
Dimanche: 10h30
Lundi au vendredi: 17h00

Base militaire d'Edmonton à la chapelle de Lancaster Park
Samedi: 19h00

Beaumont
Saint-Vital
4905 - 50e Rue
Dimanche: 9h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h00

Calgary

Sainte-Famille
1719 - 5e Rue S.O.
Samedi: 17h00
Dimanche: 10h30

Cartes d'affaires

• *Hélène Fortin au ESO*

La passion du chant

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — Atteinte du cancer, la soprano québécoise Hélène Fortin a traversé une année difficile, étant incapable de chanter. Elle explique que sa maladie lui a donné une nouvelle perspective sur la vie et sur ses priorités personnelles. «C'est là que tu réalises, que du jour au lendemain, tout pourrait disparaître, confie-t-elle. C'est un plaisir pour moi de chanter. Peu importe ce que je vais chanter, je vais être contente.»

La chanteuse lyrique fera un retour sur scène, après une année de convalescence, à Edmonton. L'Edmonton Symphony Orchestra présentera l'oratorio *Le Messie* de Haendel les 16 et 17 décembre et Mme Fortin sera une des quatre solistes. Ce n'est pas son premier séjour à Edmonton. Elle raconte que le premier opéra dans lequel elle a chanté à l'extérieur du Québec était présenté dans cette ville.

Hélène Fortin précise qu'un chanteur lyrique peut interpréter des oeuvres d'une grande variété de styles: des concerts de Noël à l'opéra. Elle est d'avis que *Le Messie* est un spectacle exigeant pour une chanteuse car il y a moins de mise en scène que dans un opéra. «Avec l'opéra, si ta voix n'est pas parfaite, tu peux toujours jouer et compenser par ton jeu sur scène.» Néanmoins, la chanteuse affirme qu'il est facile de se laisser emporter par la musique du *Messie* et succomber à l'ambiance des Fêtes. D'ailleurs, cet oratorio est très connu et certains éléments ont été repris dans la musique populaire.

Hélène Fortin explique qu'au départ elle aurait préféré faire de la chanson populaire. «Le chant classique m'ennuyait, avoue-t-elle. Ma voix était trop belle pour faire du populaire. Elle ne sonnait pas rock. J'avais une voix d'opéra plutôt que populaire. Je n'avais pas la voix pour faire des *tounes* rock. J'ai fait des concerts populaires et je me suis rendu compte que ce n'était pas ma place.»

Elle avait quitté l'université et, après un an, elle a décidé de retourner aux études et de se lancer avec sérieux dans le chant lyrique. Malgré les hésitations initiales, elle explique que, maintenant, elle adore ce qu'elle fait.



«C'est un plaisir pour moi de chanter»
- Hélène Fortin

La chanteuse estime qu'il est essentiel que le spectacle, qu'il soit rock ou classique, touche les spectateurs. «Ce n'est pas que de la performance, raconte-t-elle, de faire la note la plus haute et la plus aiguë. Il faut que les gens ressentent quelque chose. C'est quand quelqu'un me dit «j'ai tellement aimé ça quand tu as chanté que j'en ai eu des frissons», c'est ça qui est important pour moi. Le chant, c'est un véhicule de joie. Quand tu chantes, il faut que tu donnes quelque chose de bien et de bon, peu importe la musique.»

Hélène Fortin tente de faire une percée aux États-Unis, car il n'y a pas assez de maisons d'opéra pour faire carrière seulement au Canada. Toutefois, elle explique que ça ne sera pas facile. «Le marché américain est très fermé, raconte-t-elle. On me dit toujours: «On aime ce que vous faites, mais le problème, c'est que vous êtes Canadienne». Les Américains se protègent entre eux mais pas les Canadiens», déplore-t-elle. Elle croit cependant qu'elle parviendra à se tailler une place. Il lui faut être patiente, c'est tout.

Elle dit qu'elle n'a jamais été aussi en forme, mais elle avoue que depuis sa maladie, elle ne voit plus le chant de la même façon. Elle affirme être «une fille bien simple» qui fait un métier qu'elle aime et qui ne se préoccupe pas indûment de l'avenir. «On peut chanter encore mieux quand on a vécu une chose comme ça, raconte-t-elle. On n'a plus les mêmes raisons pour chanter. On ne chante plus pour l'argent, la gloire ou le prestige mais parce qu'on a envie de le faire.»